

États-Unis ont pourvu leurs unités militaires en Europe d'armes nucléaires de toutes sortes : mines de démolition, pièces d'artillerie, missiles balistiques à courte portée, bombes et missiles pour avions et armes anti-sous-marines. Quant aux alliés, leurs forces armées ont reçu des têtes nucléaires pour équiper leurs propres lanceurs. Ces têtes nucléaires restent la propriété des Américains et sont fournies dans le cadre des programmes de coopération (POC), et des ententes bilatérales signées entre les États-Unis et le pays hôte.<sup>2</sup>

Les POC stipulent comment les armes nucléaires seront utilisées en cas de conflit. L'ogive nucléaire est américaine et le lanceur est généralement la propriété du pays hôte. Il faut l'approbation des deux parties pour procéder au lancement. Ce système est dit de la double-clé en ce qu'il définit les responsabilités de chacun et permet à l'une ou l'autre des parties d'exercer un veto. Lorsque le lanceur est la propriété des États-Unis, le veto du pays hôte ne peut pas être exercé.

L'introduction d'armes nucléaires américaines en Europe s'est faite en trois temps. Entre 1955 et 1958, les missiles *Honest John*, *Sergeant* et *Nike-Hercules* ainsi que des pièces d'artillerie et des mines de démolition sont déployés. Au milieu des années soixante, des *Pershing 1A* sont installés en Allemagne de l'Ouest, et des avions de combat à capacité nucléaire comme les *F-4*, *F104* et *F111* entrent en fonction. Enfin, depuis le début des années 1980, ces avions sont progressivement remplacés par les *Tornado*, *F-15* et *F-16*, et les premiers missiles sont supprimés pour faire place aux missiles *Hawk* et *Patriot*, armés de charges conventionnelles; les pièces d'artillerie sont en voie de modernisation et les mines ont été complètement éliminées. Il ne faut pas oublier le déploiement, à partir de 1983, des 572 fusées *Pershing 2* et des missiles de croisière. Toutefois ces armes seront retirées d'ici peu, suite à l'accord du 8 décembre 1987 sur les euromissiles.

Selon les dernières estimations, les pays alliés à vocation nucléaire, c'est-à-dire la Grèce, la Turquie, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, disposent d'environ 4 600 armes nucléaires, dont le tiers est sous le régime de la double-clé. Toute cette panoplie est sous la direction du SACEUR et est gérée selon le Plan des opérations nucléaires (NOP).

## HISTORIQUE DU GROUPE DES PLANS NUCLÉAIRES

C'est à la suite de nombreuses discussions et revendications de la part des pays alliés que les Américains ont fini par accepter l'idée de la création

d'un Groupe des plans nucléaires au sein de l'OTAN. En effet, ce n'est qu'en 1967 que l'Alliance atlantique mit sur pied officiellement le GPN en même temps qu'elle adoptait la nouvelle doctrine nucléaire dite de riposte graduée. La formation du GPN fut le résultat d'une longue maturation de la stratégie nucléaire américaine et de la nécessité de consulter et d'informer les alliés européens et canadien qui acceptaient la présence d'armes nucléaires sur leur territoire. (Le Canada ne possède plus d'armes nucléaires depuis 1984.)

Pendant les trois années que dura la Guerre de Corée, les pays de l'OTAN réfléchirent à la défense du continent européen. La réunion de Lisbonne avait fixé des objectifs impossibles à atteindre et dès 1954, l'OTAN décida de s'équiper d'armes nucléaires pour faire face à la menace soviétique. En même temps, on adopta la doctrine américaine de "représailles massives" pour protéger le Vieux continent. Le président Eisenhower et son secrétaire d'État, M. John Foster Dulles, avaient élaboré une nouvelle doctrine militaire qui prévoyait qu'en cas de conflit avec l'Union soviétique et la Chine, les États-Unis ne se limiteraient pas seulement à une guerre restreinte mais emploieraient tous les moyens nécessaires (y compris l'utilisation d'engins nucléaires) pour repousser une agression n'importe où dans le monde. Sur le théâtre européen, cet engagement permettait "aux armées atlantiques d'opposer leurs moyens atomiques à toute attaque importante même si cette dernière n'utilisait que des moyens non atomiques".<sup>3</sup>

La doctrine des représailles massives fut, d'une certaine façon, facile à adopter militairement et à supporter politiquement jusqu'au début des années soixante. En effet, jusqu'à cette époque, les États-Unis jouissaient d'une supériorité écrasante dans le domaine des armes nucléaires. Ils avaient tissé un réseau mondial d'alliances qui leur permettait de contenir le bloc soviétique et d'imposer leurs volontés. De plus, l'Union soviétique disposait de très peu de moyens pour frapper directement l'Amérique. Toutefois, cette conjoncture stratégique, et avec elle les politiques et les doctrines, se modifièrent au moment où Moscou se dota de fusées balistiques intercontinentales. Les États-Unis n'étaient plus invulnérables, et les Américains se demandaient s'ils étaient maintenant prêts à sacrifier New York pour défendre Londres ou Berlin. "Placés devant l'alternative du tout ou rien, les États-Unis risquaient de devoir choisir le rien par peur des conséquences du tout."<sup>4</sup> Les changements stratégiques s'opérèrent lentement. Des deux côtés de l'Atlantique les dirigeants politiques et militaires s'aperçurent que l'ancienne doctrine était